



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

manifestations

Question au Gouvernement n° 4033

Texte de la question

MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Philippe Goujon, pour le groupe Les Républicains.

M. Philippe Goujon. Ma question, à laquelle j'associe Jean-François Lamour, s'adresse également à M. le ministre de l'intérieur. Les désormais trop célèbres casseurs, qui émaillent en province comme à Paris chaque manifestation revendicative, sévissent non seulement à Bastille, à République ou à Stalingrad, mais aussi rue de Vaugirard, laquelle a connu jeudi dernier, à l'heure des sorties d'école, des scènes d'une sauvagerie inouïe.

Si vous êtes parvenu à assurer la protection du chef de l'État au Congrès des maires, les commerçants du quinzième arrondissement n'ont pas eu droit, hélas, aux mêmes égards. Leurs boutiques ont été saccagées à coups de haches et de barres de fer, sans épargner la mairie qui n'avait même pas été prévenue. Votre responsabilité est d'avoir laissé cette horde barbare agir à sa guise, deux heures durant, encouragée par les manifestants de la CGT et de Sud Rail, puisqu'à aucun moment les CRS qui les suivaient de loin ne sont intervenus.

M. Jacques Myard. C'est scandaleux !

M. Philippe Goujon. Une dizaine d'interpellés, d'ailleurs aussitôt relâchés, pour une centaine de casseurs, le compte n'y est pas ! « Si on ne reçoit pas d'ordre, on n'intervient pas », déclare un policier de la CRS 21 dans le *Journal du Dimanche*. Plutôt que d'accuser les CRS surmenés, comme l'a fait devant moi le directeur de l'ordre public de la préfecture de police, n'y aurait-il pas eu des instructions venues de plus haut ? Ou bien la préfecture de police défaille-t-elle à maintenir l'ordre public dans la capitale ? Ordonnerez-vous une enquête interne ?

À quelques jours de l'Euro, ces troubles, auxquels s'ajoute le risque terroriste, sont particulièrement inquiétants, d'autant qu'ils ont lieu en plein état d'urgence, au milieu des grèves, des blocus et de l'occupation de la gare Montparnasse et après l'incendie d'une voiture de police. Tout comme le préfet de police, qui annonce des renforts tous les trois jours sans nous rassurer, je vous appelle aussi, avec plusieurs élus parisiens, dont Nathalie Kosciusko-Morizet, Pierre Lellouche et Bernard Debré, à renoncer à la fans zone du Champ de Mars, celle de tous les dangers, afin que la fête ne se transforme pas en cauchemar. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, pour me mettre en cause personnellement, vous avez mis en cause un certain nombre de fonctionnaires de la préfecture de police de Paris. Je ne trouve pas cela convenable. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)* Je tiens ici, devant la

représentation nationale, à rendre hommage à tous les fonctionnaires (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain, du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur quelques bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants*), à tous les policiers de la préfecture de police de Paris, au préfet de police de Paris, qui est un très haut fonctionnaire et un grand préfet faisant un travail remarquable, et à ses collaborateurs, pour leur mobilisation depuis le début de ce mouvement social, qui les conduit sans trêve ni pause à agir pour assurer la sécurité des Parisiens.

Il n'est pas convenable, en République, de mettre en cause de hauts fonctionnaires ou de grands préfets. Le préfet de police de Paris a d'ailleurs été directeur de cabinet du ministre de l'intérieur sous une autre majorité. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Je pense qu'il appréciera la manière dont vous venez de vous exprimer à son sujet,...

M. Yves Fromion. C'est minable !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...comme tous les préfets de France qui n'apprécient pas d'être mis en cause dans l'hémicycle, alors qu'ils remplissent leur mission avec la seule et unique préoccupation de l'intérêt général.

Je veux redire ici, monsieur Goujon, avec la plus grande fermeté et la plus grande solennité, que laisser à penser que, en dépit des instructions que j'ai données et que j'ai communiquées aux présidents des commissions des lois de l'Assemblée nationale et du Sénat, il y aurait la moindre mansuétude à l'égard des casseurs, alors que 1 600 d'entre eux ont été interpellés, que nous avons fait en sorte qu'ils puissent être jugés en comparution immédiate,...

M. Philippe Goujon. Menteur !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...que d'autres sont convoqués devant les tribunaux et que nous avons fait en sorte que cette fermeté s'applique chaque jour dans le cadre d'instructions claires, cela relève, monsieur Goujon, d'une manipulation politique (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains*), d'un mensonge et d'un abaissement de la parole publique ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Goujon](#)

Circonscription : Paris (12^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4033

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 juin 2016](#)